

#MeToo gagne l'hôpital

VIOLENCES SEXUELLES | Depuis la publication de l'enquête de « Paris Match » dans laquelle l'infectiologue Karine Lacombe accuse l'urgentiste Patrick Pelloux, la parole se libère dans le monde médical.

Nicolas Berrod

LA BOÎTE MAIL de l'infectiologue Karine Lacombe s'est agitée ce jeudi matin. « Il faudrait vraiment que je parle avec toi », lui ont écrit en substance plusieurs soignantes. Dans un article de « Paris Match » publié la veille, la praticienne a nommément accusé le médiatique urgentiste Patrick Pelloux d'être un « prédateur sexuel ». Depuis, un tsunami de témoignages visant – sans les citer – de nombreux professionnels de santé a inondé les réseaux sociaux. « Il y avait besoin d'une prise de parole publique pour libérer les prises de parole privées », nous confie Karine Lacombe, qui veut « aider à faire bouger le système ». Le début de #MeToo à l'hôpital ? « Je l'espère », glisse-t-elle.

En 2021, l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF) avait enquêté sur les violences sexuelles et sexistes (VSS). 15 % des répondants ont déclaré avoir subi une agression sexuelle pendant leur cursus. Du coup, « on avait déjà conscience de l'ampleur du sujet dans le secteur de la santé », indique Kahina Sadat, vice-présidente de l'ANEMF en charge de la qualité de vie des étudiants. Le milieu de la santé semblait propice à de nombreux abus, allant de la blague graveleuse à la véritable agression.

« Rites initiatiques »

Et ce, dès les premiers pas. « Dans les études médicales, la violence sexuelle fait partie des rites initiatiques dès le départ », témoigne Zoé, 33 ans, médecin généraliste dans l'ouest de la France. La jeune femme se rappelle en particulier de son week-end d'intégration en début de 2^e année, en 2009. À l'époque, elle était à peine majeure. « On faisait beaucoup de jeux consistant à se dénuder ou à avoir des contacts rapprochés. Par exemple, les jeunes filles devaient mettre entre leurs seins des Flanby, que les garçons devaient ensuite gôber », décrit-elle.

Choquée, Zoé a décidé de sécher toutes les soirées de médecine par la suite. « Un jour, mon chef m'avait hurlé dessus en me disant que la seule chose à laquelle j'étais bonne, c'était à tailler des pipes », raconte la blouse blanche qui a finalement choisi la médecine générale,

notamment pour éviter l'hôpital et son atmosphère jugée néfaste. Dans les établissements de santé, les murs des salles de garde étaient traditionnellement ornés de fresques à connotation sexuelle.

« Ce que nous disions et ce que nous faisons est infaisable aujourd'hui, c'est sûr. Mais on rigolait bien », a réagi dans « Paris Match » Patrick Pelloux – qui n'a pas souhaité nous répondre davantage –, assurant n'avoir « jamais agressé personne ». Une réaction qui laisse Karine Lacombe abasourdie. « Mais qui s'amusait bien ? Certainement pas les jeunes femmes ! Ce genre de chose est ancré dans le milieu médical mais cela ne doit pas dédouaner », dit l'autrice de « Les femmes sauveront l'hôpital » (Éd. Stock).

Les choses changent

Pourquoi la vague #MeToo n'avait-elle pas encore balayé l'hôpital et le secteur de la santé ? En 2021, l'ANEMF avait demandé aux étudiants pourquoi ils se taisaient s'ils avaient été victimes. « Une très grande partie pensait que cela ne servirait à rien, d'autres n'étaient pas prêts et n'en avaient pas envie », rapporte Kahina Sadat. « Il y a l'esprit de corps, la confraternité, la culture de se protéger les uns des autres... Quand vous êtes interne, c'est votre chef qui décide qui deviendra praticien hospitalier », illustre Zoé.

Les choses ont déjà commencé à changer, en particulier lors de l'internat. « Il y a beaucoup plus de sensibilisation, cela devient davantage de la vraie intégration que du bizutage, etc. », décrit la vice-présidente de l'ANEMF. En janvier 2023, le ministère de la Santé a demandé le retrait des fresques polémiques, dans le cadre d'une « politique de tolérance zéro ». À l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP), un dispositif de signalement des agissements sexuels et sexistes a été mis en place il y a deux ans. « Aucun de ces comportements ne saurait être toléré », assure l'institution. Plusieurs médecins ont aussi été condamnés par la justice pour des faits beaucoup plus graves, allant jusqu'à des viols. « Le problème est systématique à l'hôpital, et il faut une prise de conscience globale », exhorte Karine Lacombe. Et de conclure : « Les jeunes femmes qui témoignent doivent savoir qu'elles ne sont pas seules. »



« Le problème est systématique à l'hôpital, et il faut une prise de conscience globale », exhorte Karine Lacombe. Patrick Pelloux, lui, n'a pas souhaité nous répondre davantage.



L'OPHÉLIE PÉRO

TÉMOIGNAGES | Des blouses blanches brisent la loi du silence

N.B., Inès Chaïeb et Salomé Vincendon

« **ON AVAIT** des vestiaires mixtes. Je venais de me laver les cheveux, il les sent et dit : *Oh mais je vais me branler sur toi ce soir !* » Cette phrase, Mathilde, 23 ans, l'a entendue de la part d'un aide-soignant alors qu'elle travaillait en CDD dans une clinique. « On était seuls dans ce vestiaire. J'avais 21 ans. Lui vingt de plus. » Elle le repousse, lui lance qu'il est « dégueulasse », puis s'en va. « Je ne savais pas quoi dire d'autre... » Pendant des semaines, d'autres propos à caractère sexuel suivront.

Souvent jeunes au moment des faits, ces femmes ont parfois eu du mal à briser le silence. Et quand elles parlent, elles ne sont pas forcément entendues. Il y a plusieurs années, Sara a dénoncé une agression sexuelle de la part d'un interne venu de l'étranger, âgé de dix ans de plus qu'elle. « Il

m'a agrippé les fesses », raconte celle qui avait alors 27 ans. « J'étais sidérée, choquée, j'ai fait comme si de rien n'était », puis « je me suis effondrée ».

Souvent lâchées par leur direction

Elle alerte, mais le chef du service lui répond « qu'il ne compte rien faire » arguant que l'hôpital manque de soignants. Sara annule alors toutes ses gardes dans l'établissement. L'homme « n'a rien eu, il a même été reconduit plusieurs fois ».

Même récit pour Mathilde. La direction lui promet que le soignant sera « surveillé ». « Et trois semaines après, il est passé d'un CDD à un CDI. » C'est elle qui quitte l'hôpital, refusant de rester « dans un service qui ne me protège pas ».

Comment « gérer » les hommes à la mauvaise réputation mais contre lesquels aucune plainte n'a été déposée ? Il y a quelques mois, Clémence et ses deux concœurs externes ont été

convoquées par leur chef de service. « Il nous a dit que parmi les trois internes qui allaient arriver, l'un était connu pour avoir eu des comportements inadaptés avec les femmes », raconte la Francilienne. « On a décidé de le mettre à l'écart », leur a indiqué le médecin. « Aujourd'hui, cet interne a changé de stage. Le problème est qu'il n'y aura pas toujours un cadre aussi protecteur », poursuit Clémence.

« Là où je travaille actuellement, un médecin a peloté je ne sais combien d'infirmières. Il y en a un, il a l'âge d'être mon grand-père, il m'appelle *minette*, met ses mains sur mes épaules, me dit : *T'es de beaux yeux...* » reprend Mathilde. Celle-ci espère que la vague de témoignages fera bouger les lignes mais, cette fois, elle ne fera pas de signalement. « On ne m'a pas crue, pour quoi je le referais ? C'est horrible, mais j'ai l'impression que si on ne se fait pas violer devant eux, ils ne verront pas, ils n'entendront pas. »



Mais qui s'amusait bien ? Certainement pas les jeunes femmes !

Karine Lacombe